

La période 1966/84, se caractérise par une stratégie sociale et politique de la CGT pour des changements profonds en France avec d'évidentes répercussions européennes et internationales. Il convient de se remémorer comment les données économiques, et politiques internationales furent exploitées contre l'accès de la gauche au pouvoir en 1981.

La CGT développe des analyses, des positions et des propositions syndicales, internationalistes, axée sur l'émancipation des travailleurs et des peuples, préconisant une politique de rapprochements à entreprendre pour l'unité d'action internationale pour des revendications communes.

L'enjeu est l'objet d'une confrontation d'envergure entre les stratégies capitalistes marquées par d'importants mouvements de concentrations et fusions, la construction du Marché commun, la domination mondiale des états les plus puissants et les stratégies syndicales où s'expriment de pressants besoins de rassemblement et d'unité pour le progrès, les libertés et la paix mais lourdement handicapée par la division résultant de la scission de 1949.

Un paradoxe : comment comprendre le rôle et la place indéniable de la CGT dans la vie syndicale internationale alors que son isolement dans le syndicalisme d'Europe occidentale s'accroît au fur et à mesure qu'évolueront les positions des confédérations affiliées à la CISL ?

Il semble également opportun d'analyser de façon plus conséquente l'évolution des rapports politiques et des engagements entre le syndicalisme italien notamment de la CGIL et les orientations et l'action de la CGT au plan européen et mondial.

---o---

Sans être exhaustif, examinons sur quels objectifs de portée internationale la CGT a consacré ses efforts en France, au plan européen et mondial, dans et avec la FSM.

C'est un patient travail pour nouer et faire fructifier des relations bilatérales, multilatérales, afin de développer des coopérations et initiatives syndicales par delà les frontières en Europe, dans le monde, au sein des institutions internationales.

Il est intéressant d'observer comment la CGT s'emploie à lier, en permanence, le combat de classe à partir de la défense des intérêts des travailleurs partout dans le monde afin de mieux pouvoir dépasser les contingences politiques et idéologiques de la guerre froide et les divisions qui pèsent négativement à tous les niveaux du mouvement syndical.

Les initiatives syndicales portèrent principalement sur :

- Des grèves de solidarité, manifestations, collectes de fonds avec les syndicalistes en luttant contre les dictatures, pour les libertés et la démocratie (Espagne, Portugal, Grèce, Turquie, Chili, Salvador...), pour l'élimination de l'apartheid en Afrique du sud, pour le respect des droits de l'Homme en Tchécoslovaquie et en Pologne....
- La consolidation des indépendances avec les syndicats des pays ex-colonisés, pour leur propre développement et au moyen de coopérations mutuellement avantageuses, et solidarité avec les peuples encore engagés dans la lutte contre le colonialisme (Angola, Mozambique...), pour leur droit à disposer d'eux mêmes,

- Le soutien politique, financier et matériel au peuple vietnamien pour sa réunification et son indépendance face à l'impérialisme américain.
- La paix et la coexistence pacifique. La CGT apporte sa contribution syndicale a des mobilisations de masse pour la paix, la coexistence pacifique et le désarmement, enjeu permanent lié au progrès social, à la démocratie, aux libertés.
Elle a hautement apprécié la tenue de la Conférence européenne des Etats et la publication, le 1^{er} août 1975, de « l' Acte Final d'Helsinki » sur la sécurité et la coopération en Europe. Elle considère que c'est là le résultat des luttes des travailleurs et des peuples pour établir dans cette région une zone de paix, de coexistence pacifique et d'entente réciproque.(Les marches de Pâques, la campagne « ni Pershing / ni SS 20 »,17-18 décembre 1983 : Etats généraux pour le désarmement, 27-09-1984 : grande marche pour la paix à l'Appel des cent).
- Pour la paix au Proche Orient. 09 juillet 1982, conférence mondiale de solidarité (cgt, cisa, syndicats libanais et palestiniens) avec la participation de 34 pays participants contre l'agression israélienne contre le Liban.
- L'objectif d'un Nouvel Ordre Economique International (NOEI) à travers l'organisation de conférences et séminaires sur les questions économiques, politiques et sociales. Un palier fut franchi avec la Conférence de Belgrade en avril 1980 portant sur « *le développement et pour un nouvel ordre économique international et le rôle des syndicats* » ; c'était la 1^{ère} initiative syndicale mondiale unitaire.
- L'organisation de stages de formation syndicale en France et dans différents pays en particulier pour les syndicalistes africains au sein de l'université ouvrière africaine.
- La réaffirmation du soutien aux centrales syndicales des pays du Maghreb, puis en 1973 soutien à la constitution de l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine.
- La participation aux conférences dans les enceintes internationales (ONU, OIT, BIT, UNESCO...).
- L'organisation et le développement des activités professionnelles de branches avec les UIS (Unions Internationales Syndicales) en particulier dans les sociétés transnationales (Renault, Kodak, Dunlop, Solvay...).
- Initiatives et conférences spécifiques : pour l'émancipation de la femme, les rencontres de jeunes et fête de la jeunesse pour la paix, le train de l'amitié franco-soviétique et pour la paix.

Le 10 novembre 1969 la CGT et les centrales syndicales d'outre-mer adoptent une déclaration commune qui préconise « ...un statut d'autonomie garantissant à chacun des pays la direction de ses propre affaires en coopération avec la France...les rapports entre les cinq centrales doivent se renforcer et se développer, dans le respect absolu de l'indépendance de chacune... ».

Les mouvements sociaux en 1968 en Allemagne, en Italie, en France, les étudiants aux Etats-Unis contre la guerre au Vietnam alimentent les débats sur la crise du capitalisme, le socialisme, les droits de l' Homme et les libertés, en même temps que s'instaure l'ère réactionnaire de Reagan puis Thatcher.

Ces débats traduisent toujours des analyses et positions de fond différentes, parfois divergentes, sur les causes de la crise économique et sociale, les conditions de réalisation du Marché Commun, la persistance de la confrontation entre les deux blocs, etc.

En même temps, des solidarités se nouent pour dénoncer et combattre les dictatures, hors sphère des pays socialistes, ces derniers restant la « bête noire » de la CISL.

L'ostpolitik développée par certains Etats ont des effets sur les pratiques d'organisations européennes, notamment du DGB pour la RFA, dans leurs relations avec les syndicats soviétiques et des pays de l'Est.

La CGT soutient le raisonnement suivant depuis le 34^{ème} congrès confédéral de juin 1963 : « Indépendamment de l'opinion que chaque organisation professe à l'égard des problèmes d'ensemble du Marché Commun, et la dessus la vie nous partagera, nous pensons qu'il y a suffisamment d'intérêts communs, de revendications communes entre les travailleurs et les syndicats pour qu'ils unissent leur force ».

Cette option stratégique de la CGT sera soumise à des fluctuations politiques plus ou moins fortes tout au long du processus d'unification du syndicalisme européen dont le socle fut constitué par la création de la CES les 8 et 9 février 1973.

Elle poursuit ses relations et sa solidarité avec les syndicats des pays socialistes. Elle valorise leurs réalisations sociales.

---0---

Sur la lancée de 1968, des débats d'idées sur une société socialiste, la condamnation de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, elle exprime une opinion plus critique à l'égard des politiques mises en œuvre par les syndicats des pays socialistes et leur prédominance sur la politique de la FSM.

La CGT va contester, avec de plus en plus de force, la tendance des syndicats des pays socialistes à privilégier des rapports diplomatiques imprégnés des politiques de leurs Etats, privilégiant les problèmes de la paix au détriment des objectifs économiques et sociaux.

En 1969, Pierre GENSOUS est élu secrétaire général de la FSM, succédant à Louis SAILLANT qui fut, avant d'occuper cette responsabilité, secrétaire de la CGT.

Pour la CGT, s'ouvre une période de maturation de sa réflexion pour une autre qualité du travail de la FSM en particulier dans les sociétés transnationales.

En 1974, les différences d'approche entre la CGT et la CGIL à propos du Marché Commun s'expriment plus nettement. La CGIL qui, comme la CGT était membre fondateur de la FSM, demande un statut d'associé à la FSM en même temps qu'elle négocie son adhésion à la CES.

La CGT considère que le statut d'associé, s'il donne droit à voix consultative au Conseil Général, ne peut donner droit à un poste permanent, ni au secrétariat.

Au CCN des 26-27 novembre 1975 René Duhamel indique que la CGT n'accepte pas de distendre ses liens avec la FSM pour faciliter son adhésion à la CES. Elle considère que la CGT et la CGIL doivent rechercher « *non pas un compromis boiteux masquant des désaccords de fond, mais les points sur lesquels agir ensemble pour faire avancer l'unité syndicale en Europe* ».

Traitant de la FSM qui a mis en place une commission économique et sociale, la CGT insiste sur les responsabilités communes pour faire avancer au niveau de l'Europe capitaliste les idées du syndicalisme de lutte de classe et sur le contenu de classe à donner à la solidarité ouvrière internationale. Ces questions furent approfondies au Bureau de la FSM les 21 et 22 avril 1976.

Dans cette période, la CGT tisse des relations nouvelles :

Au 39^{ème} congrès de la CGT en 1975 participent pour la 1^{ère} fois depuis la scission de 1949 trois centrales nationales adhérentes à la CISL ; Le congrès décide la création d'un « *fonds confédéral international de solidarité ouvrière* ». (Le peuple 1045 sept.1978). Les contacts se sont étendus dans les années 1976/77/78 à des syndicats américains et du Canada. La solidarité a été intense en direction des syndicats et des démocrates en Amérique Latine en lien avec de nombreuses centrales syndicales affiliées à la CISL et à la CMT et non affiliées internationalement.

Elle apporte sa pleine contribution aux initiatives unitaires, telles : la Conférence syndicale mondiale sur le développement ; la Conférence syndicale de l'Europe occidentale et des pays du bassin méditerranéen sur les problèmes des travailleurs migrants.

Le BC du 19 novembre 1975 confirme dans les grandes lignes de l'activité internationale de la confédération « *la priorité à nos activités en Europe et tout spécialement en Europe occidentale et scandinave* »

Juin 1977 la conférence tripartite sur les problèmes sociaux organisée par la CEE permet de dégager des convergences sur des points importants (pouvoir d'achat et consommation, RTT et abaissement de l'âge de la retraite, développement des Services Publics et de l'emploi).

Les échanges syndicaux progressent malgré les blocages et interdits suscités par FO et la CISL (refus de tous contacts du DGB de RFA, de l'AFL CIO aux Etats-Unis).

Néanmoins les espoirs d'une orientation plus syndicale de la FSM sont déçus. La Commission Exécutive de la CGT est saisi d'un rapport très critique de René DUHAMEL sur les pays socialistes. Et sur ces bases, Georges SEGUY et André ALLAMY se rendent à Moscou en octobre pour préparer le 9^{ème} congrès de la FSM.

Dans les années 1970 – 1980, tant au sein de la FSM que dans les relations bilatérales avec le CCSS(conseil central des syndicats soviétiques) et d'autres confédérations syndicales des pays socialistes, ainsi que dans les branches professionnelles internationales (UIS), s'affichent des différences d'approches sérieuses, voir des divergences à propos des modes de productions (ex : les pavillons de complaisance, la reproduction du taylorisme..). La CGT soutient la nécessité d'une action autonome des Unions Syndicales Professionnelles afin qu'elles puissent déployer des activités en correspondance avec le rôle et la place des Sociétés Trans-Nationales.

Mais c'est sur les problèmes de l'indépendance syndicale, de la démocratie, des libertés syndicales et du respect des droits de l'homme dans ces sociétés dites socialistes que les tensions furent les plus profondes.

---0---

- **Les confrontations à propos des conceptions d'un syndicalisme international de classe et des pratiques syndicales pour la défense des intérêts des travailleurs sont intenses. Dans la FSM, elles donnent lieu à des débats récurrents.**

Au plan national, le CCN de 1977 (Le Peuple n°1015) continue à travailler sur la perspective de changement politique en France avec l'actualisation du Programme Commun de Gouvernement et la victoire de la gauche; le rôle et la place du syndicalisme de classe ; les dimensions internationales et européenne.

Au plan européen, le CCN note des divergences d'analyse avec les organisations de la CES, mais soutient la possibilité d'unité d'action sur un certain nombre d'objectifs. Il réaffirme notre volonté d'adhérer à la CES tout en continuant à assumer notre présence dans la FSM.

En juin 1977 la CE de la CGT indiquait :« *Nous ne pouvons faire nôtre la conception avancée dans certains pays socialistes qui opposent les droits de l'homme...aux droits fondamentaux économiques et sociaux du socialisme...Pour nous le socialisme est synonyme non seulement de progrès social, mais aussi de libertés et de droits de l'homme et que, pour cette raison, nous les défendrons chez nous et partout dans le monde* ».

À la 17^{ème} session du Bureau de la FSM le 22 octobre 1977 à Budapest, Georges Séguy dans son intervention interroge « la FSM... trouvera-t-elle en elle-même la force et le courage de se rénover pour se placer à la hauteur des réalités syndicales contemporaines et jouer pleinement son rôle unitaire et progressiste ?... »(Se reporter à l'intervention de Louis Viannet au Colloque de Marseille).

Ainsi prend corps et s'affirme l'idée qu'il n'y a pas un modèle de socialisme qui s'impose à tous.

Dans cette phase préparatoire, la CGT élabore un dossier intitulé « la CGT au sein de la solidarité internationale ». Il comporte trois parties :

- L'importance stratégique de l'action syndicale en Europe de l'ouest et des convergences qui naissent entre les positions de la CGT et de la CES.
- La place de la FSM, les effets et les conséquences de la guerre froide, le combat pour la paix, la défense des pays socialistes, les limites des initiatives unitaires.
- L'activité internationale de la CGT.

Au conseil général de Varsovie qui prépare le 9^{ème} congrès de la FSM il est décidé :

- D'inviter toutes les centrales de tous pays et affiliations à participer à la préparation.
- Sur proposition de la CGT, d'élaborer « une charte universelle des droits des travailleurs et des libertés syndicales.
- De développer l'effort de régionalisation.

Mais les rapports se tendent avec les confédérations syndicales des pays socialistes à propos de leur dépendance à l'égard des partis politiques et de l'Etat mais aussi d'une conception du syndicalisme dans ces pays que la CGT ne peut approuver (pour la défense des droits de l'homme et des revendications sociales et démocratiques).

Dans ces conditions, la Commission Exécutive et le CCN de mars 78 décidèrent de ne pas représenter Pierre GENSOUS au poste de Secrétaire Général de la FSM . La CGT restera affiliée et membre du Bureau et du Conseil Général. (Voir le peuple 1039 et 1045) et les dirigeants de la CGT ayant des responsabilités dans les UIS restent en poste.

Au cours du 9^{ème} Congrès de la FSM Georges SEGUY indiquait le 22 avril 1978 : « *Nous sommes d'accord pour que la FSM accorde plus d'importance à la lutte pour la paix, pour le désarmement et la coexistence pacifique mais pas au point de la transformer en mouvement syndical mondial de la paix. Il y a aussi les revendications économiques et sociales communes à tous les travailleurs du monde, l'aspiration au mieux être et à la liberté que la FSM a vocation à prendre en charge. Il est possible que ce congrès soit le point de départ d'un débat ouvert et fraternel, permettant à chacun d'exprimer franchement, librement, son opinion, sans crainte d'être taxé de faux-frère. Nous souhaitons sincèrement que le bilan qui sera dressé des activités de la FSM à la prochaine session du Conseil Général nous encourage à renforcer notre participation à sa vie* ».

Rappelons que le congrès avait adopté « *une déclaration universelle des droits syndicaux et un document d'orientation et d'action* ».

En 1979, une rencontre se tient entre le secteur international de la CGT et la direction de la FSM portant sur les multinationales et le rôle des UIS.

Parallèlement fut ébauchée la construction d'un eurocommunisme au niveau des partis communistes de France, d'Italie et d'Espagne. Nous pouvons nous interroger sur le réel impact qu'elle a pu avoir sur le sens et la portée de la vie syndicale en France et en Europe.

Au 40^{ème} congrès à Grenoble, du 26 novembre au 1^{er} décembre 1978, la CGT dispose d'une base théorique et conceptuelle concernant le syndicalisme international avec :

Les réflexions de la CGT sur le rôle des syndicats dans les pays socialistes.

La démocratie syndicale à l'égard des pouvoirs sur les lieux de travail.

La convention de LOME, néocolonialisme ou nouvel ordre économique international (février 77).

Le 15 avril 1980, pierre GENSOUS rapportant devant le BC sur les questions internationales et les suites concernant la FSM avance qu'il ne faut pas seulement juger la FSM par rapport à la CGT ; il y a aussi un problème de solidarité de classe...Et il interroge : *faut-il la dissolution des internationales ? faut-il quitter la FSM ? Si nous pensons qu'une internationale est nécessaire, ce n'est pas pour la quitter...rester à la FSM pour quoi faire comment ? Tel est le problème qui se pose à nous.*

Les crises politiques internationales en Tchécoslovaquie (1968), Afghanistan (1979), Pologne (1980), poussent à des débats contradictoires, intenses à tous les niveaux, dans la CGT. Il en résulte une analyse plus critique des systèmes qualifiés de socialistes et du rôle des syndicats face au pouvoir d'Etat.

La CGT, en accord avec la CGIL, condamnent l'intervention soviétique et des pays du Pacte de Varsovie en TCHECOSLOVAQUIE en 1968. Elles interviennent auprès des syndicats des pays socialistes afin qu'ils n'exigent pas de la FSM une prise de position ; il faut avant tout préserver son unité. Pendant le 9^{ème} congrès de la FSM à Prague en 1978, une délégation de la CGT rencontre, à leur demande, les signataires de la Charte des 77.

L'intervention soviétique en Afghanistan provoque de vifs débats au BC, à la CE et au CCN. S'il y a consensus sur l'analyse des raisons de cette guerre dans la confrontation entre les deux grands, ainsi que sur le rappel des principes qui guide la CGT, les désaccords portent sur la condamnation de l'intervention soviétique. Le BC insiste sur le besoin d'unité des

organisations de la CGT. Un texte est voté à la majorité et une délégation se rend sur place pour s'informer.

Août-septembre 1980, les mouvements de grève en POLOGNE. La CGT exprime sa solidarité aux travailleurs en luttant et salue les résultats économiques et sociaux obtenus ; en particulier ceux concernant les droits syndicaux et de grève. Après l'envoi d'une délégation en Pologne qui se conclut par l'établissement d'une coopération entre la CGT et le mouvement syndical polonais (Solidarité et la Commission de coordination de branches), la CGT accueille le 22 mai 1981, une délégation de Solidarnosc conduite par WALEZA.

La radicalisation de l'affrontement politique en Pologne donne lieu, en France, à une extraordinaire campagne.

Dans le Peuple n° 1123 de janvier 1982, Georges SEGUY interrogeait :

« Pourquoi donc les événements de Pologne n'ont-ils pas provoqué dans les autres pays de l'Europe Occidentale un tumulte anti-communiste et anti-soviétique semblable à celui que nous avons connu en France ? »

La réponse à cette question a été donnée par ceux qui, dès le début des événements n'ont pas eu l'hypocrisie de geindre sur les malheurs du peuple polonais et se sont écriés : il faut éliminer les ministres communistes !...pour lever le premier et le principal obstacle à une modification du cours de la politique issue du 10 mai 1981... »

Pour le Secrétaire Général de la CGT, il ne saurait être question de faire **« l'amalgame entre la CGT et tous ceux qui en France ont froidement, cyniquement, incité les travailleurs polonais à l'épreuve de force jusqu'à l'effusion de sang et à l'intervention extérieure propice à l'internationalisation du conflit.. »**

Dans cet éditorial, Georges SEGUY revient sur la justesse de l'analyse critique que la CGT a produite au 9^{ème} congrès de la FSM et qu'elle entend poursuivre pour le 10^{ème} congrès syndical mondial prévu à la Havane en février 1982.

---0---

Le Bureau confédéral approuve la déclaration adoptée par la 32^{ème} session du Conseil Général de la FSM (Budapest du 1-3 juillet 1981). Ce document soumis à la discussion du 10^{ème} congrès syndical mondial qui se déroule à la Havane du 10 au 15 février 1982 tient compte de ces échanges et d'expériences syndicales nouvelles à l'œuvre dans certains pays socialistes, notamment en Hongrie. Pour le BC, cette rénovation doit se traduire non seulement dans les écrits, mais aussi dans les actes et les initiatives.

Dans ce contexte évolutif, une commission sur l'action dans les STN est mise en place présidée par Alain STERN militant de la cgt et SG de l'UIS métallurgie et qui à ce titre siègera au Bureau de la FSM. Une commission de travail sur l'Europe est installée animée par André Nogier, lequel sera remplacé en 1984 par Denis Bonvalot du Comité Régional Lorraine.

Au 41^{ème} congrès à Lille du 13 au 18 juin 1982, la CGT analyse les efforts entrepris par la FSM et de nombreuses centrales adhérentes pour assimiler totalement les orientations et l'esprit d'ouverture adoptés au 10^{ème} congrès de la FSM (rapport de Pierre GENSOUS à la séance internationale ; le peuple 1135/36/37 de juillet 82). Mais ce qui est décisif, c'est que **« l'esprit nouveau se traduit dans les actes et dans toute l'activité de la FSM »** (doc. orientation).

A ce même congrès, les rapports à la CES appellent des interrogations de fond sur l'ostracisme dont la CGT continue à faire l'objet malgré le développement des discussions avec les syndicats européens : *'..elle (la CGT) existe, travaille et agit sur des objectifs nationaux qui, pour l'essentiel, correspondent au programme revendicatif de la CES...*

Dans l'historique de nos démarches d'affiliation on nous reproche nos conceptions européennes, notre affiliation internationale, notre nationalisme...

Nous sommes obligés d'observer qu'en l'absence de considérations de nature syndicale, il s'agit d'interdits syndicaux sur des bases et des conceptions idéologiques et politiques au sens littéral du terme. Nous notons, par ailleurs, qu'il existe une réelle tentative de scinder le mouvement syndical d'Europe de l'Ouest sur ces bases, introduisant ainsi une orientation de bloc syndicaux à l'intérieur même de notre continent.

Ce sont là des questions que la CES devrait approfondir parce qu'elles mettent en cause l'avenir et l'autorité d'un authentique mouvement syndical unitaire en Europe, attaché à répondre démocratiquement, concrètement et efficacement aux aspirations du monde du travail et à l'évolution progressiste de l'Europe et de la CEE. »

Pour la CGT, le renouveau de la FSM est lié au rôle et au fonctionnement des syndicats des pays socialistes. Elle estime que son retrait du secrétariat général et les événements en Pologne devraient faire bouger les esprits et les pratiques.

Les années 1980/84 voient donc se multiplier les rencontres bilatérales avec les confédérations syndicales des pays de l'Est et des initiatives multilatérales comme la conférence mondiale sur les aspects économiques et sociaux du désarmement en 1981.

Les séminaires et colloques permettent d'approfondir les sujets tels : le colloque des 29 et 30 novembre 1983 avec le conseil central des syndicats soviétiques sur les coopérations économiques et le rôle des syndicats, ou encore les travaux engagés avec les centrales syndicales africaine sur le thème du Secteur Public et Nationalisé lors d'un colloque à Genève le 18 juin 1983. La conférence organisée par le comité économique et social de la FSM et la FDGB du 30 avril au 2 mai 1984 sur le Nouvel Ordre Economique International.

Pour la CGT, le renouveau de la FSM est lié au rôle et au fonctionnement des syndicats des pays socialistes. Elle estime que son retrait du secrétariat général et les événements en Pologne devraient faire bouger les esprits et les pratiques.

Dans le même temps, la CGT demeure très active sur toutes les solidarités en direction des syndicalistes de Tunisie, de Bolivie, avec les travailleurs de Palestine, les mineurs de Grande Bretagne, ou le peuple Sahraoui...à travers le monde.

Les évaluations faites à mi-chemin entre les 10^{ème} et 11^{ème} congrès de la FSM font apparaître des déséquilibres sérieux. Les documents adoptés expriment plus nettement des conceptions de travail correspondant mieux aux objectifs syndicaux définis en direction des STN et des Unions Professionnelles, les activités sur les différents continents, la formation des cadres syndicaux. Pour autant, les initiatives restent principalement concentrées sur des enjeux politiques et diplomatiques où prédominent la confrontation EST-OUEST sur le surarmement. Dans l'appareil permanent de la FSM les représentants des syndicats soviétiques pèsent négativement.

Les dispositions adoptées à l'issue des Bureaux qui se sont tenus à Damas en octobre 1983 et de Paris-9/10 avril 1984 seront une confirmation de cet écart persistant. Les phénomènes négatifs reprennent le pas sur les avancées de la Havane.

Le 15 mars 1984 la CGT française, la PEO de Chypre, l'USM de Monaco, la CGTP-IN du Portugal adoptent un document créant « Un espace de dialogue syndical en Europe

occidental ». La CGT de Grèce et la CSCO d'Espagne (devenues ensuite les CCOO) non signataires « *sont d'accord avec le contenu et l'esprit de l'initiative* ».

Il s'agit de substituer « *le dialogue à l'anathème, ...dépasser les blocs syndicaux et les conceptions partisans et idéologiques qui empêchent l'unité...il se veut une contribution au rapprochement de toutes les centrales...et pour le développement des luttes des travailleurs européens riches de leurs diversités et forts dans leurs activités convergentes* ».

Le 17 mai 1984, depuis Bruxelles, la CGT analysant la crise qui sévit dans les pays capitalistes, appelle « *à donner un autre souffle à l'action, à l'unité au niveau de l'Europe occidentale* ».

Nouveaux rapports économiques avec les pays en développement pour un NOEI, pour une nouvelle coopération internationale, pour liquider la faim dans le monde : c'est une position étayée que la CGT expose à Brazzaville à l'issue d'un séjour du 28 octobre au 13 novembre 1984.